**DÉBIT DE BOISSON TEMPORAIRE
A L'OCCASION D'UNE MANIFESTATION PUBLIQUE**

DEMANDE

Madame le Maire,

Je, soussigné(e)
domicilié à
.....
représentant l'association en qualité de
vous prie de bien vouloir m'autoriser à ouvrir **un débit de boissons temporaire,^e catégorie**,
conformément aux articles en vigueur du Code de la Santé Publique
à ST CLAIR SUR L'ELLE, rue ou lieu-dit:.....
le, de heures jusqu'à heures
à l'occasion de
J'atteste, à cet effet, que la présente demande constitue la (1^{ere}, 2^{eme} ...) demande
d'ouverture de débit de boisson temporaire depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours
effectuée par l'association ou organisme précité.

A St Clair sur l'Elle le.....

Signature

INFORMATIONS

Est appelé débit temporaire de boissons, une buvette établie pour la durée d'une manifestation publique (fête publique, brocante, concours de pêche, foire, vente...).

Le débit temporaire de boisson peut être ouvert après autorisation du Maire, dans la limite de 5 autorisations dans l'année civile.

La demande doit être formulée 15 jours à l'avance.

Pour ces occasions, le Maire ne peut délivrer que des autorisations de **1^{ère} catégorie** (boissons non alcoolisées) ou de **3^{ème} catégorie** (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés jusqu'à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur).

Il ne peut être délivré qu'un débit de boisson de 1^e catégorie en «zone de protection»

Sont appelées «Zones de protection» les zones situées à moins de 25 mètres (arrêté préfectoral en vigueur) des établissements suivants, selon les articles en vigueur du Code de la Santé Publique:

- Les édifices consacrés à un culte quelconque
- Les cimetières
- Les établissements de santé, maisons de retraite ...
- Les établissements d'instruction publique ou privés ainsi que tout établissement de formation et de loisirs de la jeunesse
- Les stades, piscines, terrains de sports
- Les établissements pénitentiaires
- Les casernes et tous bâtiments occupés par le personnel des armées
- Les bâtiments affectés au fonctionnement des entreprises publiques de transport

Cette réglementation s'applique également **aux ventes de boissons dans le cadre d'un repas**

La commune de Saint-Clair-sur-l'Elle traite les données collectées pour les débits de boissons temporaires.

Les informations recueillies sur ce formulaire font l'objet d'un traitement pour la gestion des autorisations de débits de boisson alcoolisée lors d'événements dans le cadre de l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice d'une autorité publique.

Les catégories de données traitées sont

- Etat civil, Données d'identité
- Vie professionnelle
- Autres types de données

Le dossier d'inscription prévoit, sauf mention contraire, le recueil obligatoire des données qui sont nécessaires au traitement de la demande.

Le traitement ne prévoit pas de prise de décision automatisée.

Les personnes concernées sont :

- Le président, l'organisateur et le tenancier d'une association souhaitant ouvrir un débit de boisson alcoolisée pendant un événement limité dans le temps.

Destinataires des données :

- Le secrétariat de la mairie
- Le Maire

Durée de conservation :

- Les données sont conservées pendant la durée de validité du débit de boisson en base active.
- Puis sont archivées 1 an pour dossier de demande et l'arrêté portant autorisation.
- Finalement, les données dossier de demande et l'arrêté portant autorisation sont détruites.

Vous pouvez accéder et obtenir copie des données vous concernant, les faire rectifier, les faire effacer. Vous disposez également d'un droit à la limitation du traitement de vos données.

Vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données

- par courriel : vosdroits.dpo[@]manchenumerique.fr
- par courrier : Manche Numérique – Service DPO
235 Rue Joseph CUGNOT 50000 Saint-Lô.

Si vous estimez après nous avoir contacté que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL (CNIL - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07 - Téléphone : 01.53.73.22.22 - www.cnil.fr)